

Publications, 10-12, rue de Valenciennes, Tél. 207-22, 207-24

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix-Tourcoing et de la Région

ACHAT BIJOUX... Plus cher qu'ailleurs... BOUSQUET... 42, rue de la Vierge, 42 ROUBAIX

LA DÉMISSION DU MINISTÈRE

Trois cents députés s'étaient abstenus dans le scrutin sur l'ordre du jour de confiance, à l'issue des débats de la Chambre

M. PAUL REYNAUD EST CHARGÉ de la constitution du nouveau cabinet

En cas d'échec du ministre des finances, il serait fait appel de nouveau à M. Daladier



M. Edouard Daladier



M. Paul Reynaud

PARIS, 20 MARS (Minuit). Le cabinet Daladier a démissionné.

M. Paul Reynaud a été chargé par le président de la République de former le nouveau ministère.

Ces deux événements étaient aussi inattendus l'un que l'autre.

La Chambre ne voulait pas renverser M. Daladier; elle ne l'a, d'ailleurs, pas renversé à proprement parler, puisque l'ordre du jour de confiance qui a sanctionné le débat a été voté par 239 voix contre 1. Mais trois cents députés s'étaient abstenus. Or, ces abstentions formaient incontestablement le parti des mécontents. Vu leur nombre, M. Daladier a estimé qu'il devait s'inspirer de la tradition parlementaire et inviter ses collègues du gouvernement à donner la démission collective du cabinet.

La Chambre, toutefois, pensait que M. Daladier formerait la nouvelle équipe gouvernementale. Elle estimait que son abstention massive n'avait d'autre signification que le désaveu de certaines méthodes, de certaines tendances, et non de la politique même que M. Daladier a incarnée. Son opinion était, d'ailleurs, partagée par le président de la République lui-même, qui pria le président du Conseil démissionnaire de

constituer le nouveau Gouvernement.

M. Daladier refusa cette offre. Et c'est alors que M. Paul Reynaud fut appelé à l'Elysée.

Le ministre des finances doit donner sa réponse définitive jeudi matin. Réussira-t-il à former le nouveau cabinet? Il a, d'ores et déjà, de grandes chances de son côté: son énergie reconnue, sa volonté de mener la guerre sans défaillance jusqu'à la victoire, sa clarté et le sens qu'il a des nécessités de la guerre économique. Il a aussi pour lui le fait que nous sommes en guerre, — singulièrement à un tournant dangereux — et que ce n'est pas le moment de laisser le vaisseau sans pilote. Voudra-t-il faire une combinaison d'union nationale ou s'en tiendra-t-il à la formule du cabinet restreint étranger aux dosages et aux choix symboliques? Il est encore trop tôt pour répondre à ces questions.

René ROUSSEAU.

La séance de la Chambre

C'est à 15 heures 10 que s'ouvrit, mardi, à la Chambre, l'important débat qui devait amener la chute du gouvernement.

D'abord, l'assemblée, unanime, décida, par assis et levés, que la discussion des interpellations aurait lieu en comité secret.

D'après les renseignements obtenus, prirent la parole au cours de la séance MM. Bergery, Soufflot, Ernest Faet, Félix Grât et Wiedeman-Gotran.

A 3 heures précises, mercredi matin, les journalistes sont réadmis dans leurs tribunes. Les députés s'apprêtent à voter.

A 3 heures 05, M. Herriot déclare reprise la séance publique et lit deux ordres du jour. Le premier, de M. Chichery, est ainsi conçu: « La Chambre exprime à la nation et à l'armée finlandaise l'hommage de son admiration pour leur magnifique courage. »

« Fait confiance au gouvernement pour prendre immédiatement et dans tous les domaines les mesures indispensables pour porter au maximum la force de la France et pour conduire jusqu'à la victoire, en accord étroit avec nos alliés, la guerre

qui nous a été imposée et où nous défendons, avec la sécurité du pays, nos libertés et celles du monde. »

Le second ordre du jour est déposé par M. Marin qui s'associe à l'ordre du jour voté par le Sénat rendant hommage à la Finlande, compte sur le gouvernement pour que la guerre soit conduite avec une énergie croissante. »

Le gouvernement accepte l'ordre du jour de M. Marin et pose, sur son acceptation, la question de confiance.

A la suite d'une demande de division, la première partie de l'ordre du jour est acceptée à l'unanimité. Il s'agit de l'hommage unanime de la France à la Finlande.

La seconde partie est mise aux voix par scrutin public et il y a pointage.

La séance est suspendue à 3 heures 15.

Elle est reprise à 3 heures 55. Le président Herriot fait connaître les résultats du pointage sur la deuxième partie de l'ordre du jour, qui est adopté par 239 voix contre 1.

L'ensemble est adopté à mains levées. La séance est levée sans incidents.

Prochaine séance jeudi, à 15 heures 30.

La démission

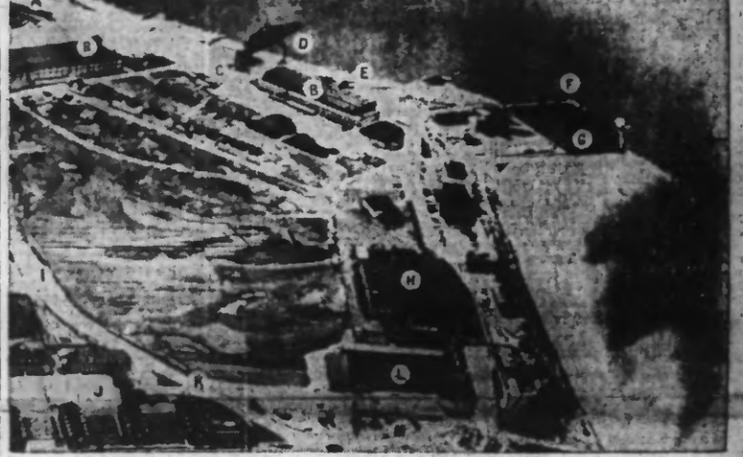
Paris, 20 mars. — Un Conseil de cabinet s'est tenu mercredi matin, rue Saint-Dominique, sous la présidence de M. Edouard Daladier. Il a commencé à dix heures.

Tous les ministres étaient présents, sauf M. Jules Julien, ministre des P.T.T., qui a trouvé encore à Londres.

(Lire la suite page 2.)

SEPT HEURES DURANT, EN VAGUES SUCCESSIVES, les avions anglais ont bombardé les bases allemandes de l'île de Sylt où ils ont causé des dégâts considérables

Les attaques ont commencé peu après la tombée de la nuit et se sont poursuivies jusqu'à 3 heures du matin, sans pendant sept heures. Une énorme quantité de bombes ont été lancées au cours du raid et les hangars, les ateliers et les plans de départ ont subi des dégâts considérables.



La base aérienne de Hornum. Cette photographie aérienne, prise lors de raids précédents de l'aviation britannique, permettait de connaître les emplacements suivants: A, station de T.S.F.; B, hangars; C, hydravions; D, grue pour soulever les hydravions; E, hydravions; F, grues; G, port; H, hangar de réparations; I, camions; J, casernes; K, hommes; L, garage de transport automobile; M, bâtiments en construction.

LES DÉPUTÉS COMMUNISTES DEVANT LEURS JUGES

Pour les besoins de défense nationale et de l'ordre public, les débats se dérouleront à huis clos



Les accusés.

Paris, 20 mars. — Mercredi matin a commencé devant le troisième tribunal militaire, qui siège dans la grande salle de la Cour d'assises de la Seine, le procès des anciens députés communistes poursuivis en vertu du décret-loi du 26 septembre 1939, pour avoir participé à la reconstitution et au fonctionnement d'un groupement dissous, pour avoir rédigé et diffusé la lettre au prési-

PAIX BLANCHE

Que de manœuvres et de contournements, que de marches et de contre-marches; que de rencontres d'hommes d'Etat, certaines feutrées et d'autres tapageuses! Les fils des diplomates s'entre-croisent, les bruits les plus divers se répandent, les hypothèses chevauchent les unes sur les autres. Comment se reconnaître dans cet échecaveu emmêlé, dans ce labyrinthe, dans cette forêt profonde où les buts de Staline ne s'identifient pas à ceux de Hitler, où ceux de Mussolini ne sont ceux ni de Hitler, ni de Staline, où les buts des Alliés ne sont ceux ni des uns, ni des autres?

Saisir le détail de ce qui se passe, comprendre avec netteté l'enchaînement des événements, discerner leur exacte orientation, c'est tâche impossible pour ceux qui ne sont pas dans le secret, pour ceux qui, pour juger, ne sont pas en possession de tous les faits et n'ont que... leur jugement. Mais le jugement, pris en lui-même, est, heureusement, un solide bâton de voyage et, avec notre jugement, il nous est possible, quand même, d'entrevoir certaines vérités fondamentales qui nous suffiront à régler notre conduite.

Si la chute de la Finlande nous a rudement secoués au moral, on ne peut dire qu'elle nous ait atteints dans nos œuvres vives. Mais la chute de la Finlande, l'adversaire, conformément à sa technique, a su l'exploiter, pensant le moment propice à une offensive de paix. Bien plus, M. Sumner Welles était en Europe, remplissant sa mission d'information. L'occasion était donc favorable. Que veut Hitler, en effet? Il veut une paix blanche, c'est-à-dire une paix qui consacrerait, à quelques concessions près, les conquêtes qu'il a faites, qui lui permette de les asseoir.

Craignant une prolongation de la guerre, l'usage de ses ressources et de son propre moral, ne serait-ce point pour lui la meilleure solution que de traiter actuellement? Et comme il veut beaucoup traiter sur l'heure, il nous menace alternativement de guerre totale, de ses foudres et de ses offensives.

Nous arrivons donc à un tournant décisif, à un moment où il faut nous rassembler, nous recueillir, bander nos épaules pour résister aux appels et aux sollicitations d'une paix prématurée. Nous arrivons au moment où nous avons besoin de tout notre sang-froid et de tout notre sens critique pour discerner ce qu'une paix de compromis serait notre perte. La propagande allemande se fait plus insistante: nous devons nous boucher les oreilles. Des propositions insidieuses nous sont transmises, nous ne devons point y mordre. On nous fait miroiter des avantages spécieux: fermons les yeux. Au reste, les votes récents du Sénat et de la Chambre des députés, si cruels qu'ils aient pu paraître à M. Daladier, passent au-dessus des personnes pour prendre une signification majeure: poursuivre notre tâche avec une énergie croissante, avec résolution et virilité, jusqu'à la victoire complète. Là est pour nous le salut. Si nous voulons assurer la paix sur des bases solides, nous devons avoir le courage d'aller jusqu'au bout de la guerre. Nous devons nous élever au-dessus des menaces. Nous devons savoir combattre, patienter, oser, endurer, selon le cas. C'est pourquoi nous n'avons pas besoin de connaître le menu de tout ce qui se passe dans les chancelleries, le détail des notes et des mémoires qui s'échangent, le mystère des conversations. La situation est claire comme le jour. Nous n'avons pas le choix. Si nous traitions trop tôt, nous ne gagnerions qu'un répit. Or, ce n'est pas pour gagner un répit que, vingt ans après 1918, nous avons mobilisé, accru nos forces à leur suprême puissance, ceint nos reins, conquis avec le plus grand empire du monde une alliance qui, pour ne point s'appeler pacte d'acier ou de fer, n'en est pas moins indissoluble: c'est pour gagner la paix, une vraie paix basée sur la justice et sur des garanties indéfectibles. Ce n'est pas pour faire une paix blanche.

Jean DUHAMEL.

Il ne faut pas s'attendre à une offensive de paix patronnée par M. Mussolini

Rome, 20 mars. — Les problèmes de la guerre et de la paix, tels qu'ils se présentent en Italie à la suite de la rencontre du Brenner, sont exposés par M. Virginio Gayda, dans le « Giornale d'Italia », qui s'emploie surtout à démentir les informations parues à l'étranger sur une prétendue offensive de paix patronnée par M. Mussolini.

« Le publiciste officiel, qui intitule son article: « C'en est assez avec les rumeurs d'ouïr », reprenant les arguments développés par la presse fasciste, déclare que M. Mussolini a suffisamment travaillé pour la paix et que, désormais, son action ne sera vouée qu'à la protection et à l'affirmation des intérêts italiens. »

« M. Mussolini, écrit-il, veut la paix, mais il ne veut pas donner son adhésion et encore moins prêter sa collaboration à une paix quelconque. »

« La paix, pour être digne, de ce nom, doit apparaître comme une œuvre de justice pour tous et respecter les droits et les besoins de tous les peuples. »

« Or, les conditions nécessaires pour l'édification d'une telle paix sont encore loin d'être réalisées. C'est pourquoi l'entretien du Brenner ne pouvait en aucune façon envisager le détachement d'une offensive de paix. »

N.D.R. — On veut bien croire que l'Italie n'y ait pas songé. Cela ne veut pas dire que l'Allemagne, elle, n'ait tenté de faire de l'Italie son intermédiaire auprès des Alliés. Dans ce cas, M. Mussolini aurait fini par persuader Hitler que sa tentative n'avait aucune chance de succès. Il est bien possible que l'entretien du Brenner n'ait pas eu d'autre but, ni d'autre résultat.

M. Todt est nommé ministre de l'armement et des munitions du Reich

Frontière allemande, 20 mars. — Le D.N.B. annonce que le Führer vient de nommer ministre de l'armement et des munitions M. Fritz Todt, inspecteur général du réseau routier allemand.



Les attaques ont commencé peu après la tombée de la nuit et se sont poursuivies jusqu'à 3 heures du matin, sans pendant sept heures. Une énorme quantité de bombes ont été lancées au cours du raid et les hangars, les ateliers et les plans de départ ont subi des dégâts considérables.

Les communiqués officiels

Communiqué du 20 mars, au matin. Nuit calme sur l'ensemble du front. A l'ouest des Vosges, nos postes ont repoussé des patrouilles ennemies et leur ont infligé des pertes.

Communiqué du 20 mars, au soir. Activité des éléments de reconnaissance. Sur le front tenu par les troupes britanniques, une rencontre de patrouilles a tourné entièrement à l'avantage de nos alliés.

M. Sumner Welles est en route pour New-York

Gènes, 20 mars. — M. Sumner Welles s'est embarqué à 11 heures sur le « Conte-di-Savoia » qui a levé l'ancre à 13 heures pour New-York.